édifiant qu'il a joué. Ceux d'entre nous qui ont travaillé avec lui savent pertinemment qu'il ne souscrivait pas à la position de son parti, et pourtant il a dignement défendu cette position, comme il était de son devoir de le faire. Je le félicite ainsi que ses trois collègues—et je tiens particulièrement à féliciter le député de Yorkton-Melville, car il est le porte-parole de son parti en matière constitutionnelle, et c'est pourquoi il lui a été plus difficile de prendre cette décision—pour avoir annoncé qu'ils ne pouvaient souscrire à ce projet. Bien sûr, cette position est conforme à celle qu'a adoptée le député de Yorkton-Melville dès le début, quand nous avons été saisis de cette mesure.

Je pourrais peut-être également faire consigner le fait suivant: il y a quelques heures à peine, le premier ministre de la Saskatchewan a tenu une conférence de presse pour annoncer qu'il ne pouvait souscrire à ce projet. C'est le huitième premier ministre provincial à se prononcer dans ce sens. Cela signifie que le Canada compte aujourd'hui huit provinces qui s'opposent à la procédure employée et au fond de la mesure dont nous sommes saisis. Le premier ministre de la Saskatchewan a déclaré ceci:

J'en ai été ébranlé, car j'estimais que cette initiative ne ferait qu'accroître les conflits qui déchirent le Canada.

Il a ensuite ajouté ceci:

J'en ai été troublé, car si la conférence des premiers ministres tenue en septembre dernier avait échoué, nous en étions néanmoins venus très près de nous entendre sur une série de réformes, que nous avions mises au point grâce aux compromis consentis de part et d'autre.

● (1640)

Voilà le message que nous ont apporté tous les premiers ministres provinciaux qui ont comparu devant notre comité.

Le gouvernement peut parler tant qu'il le voudra de la deuxième étape de ces négociations. De très importants sujets doivent être abordés au cours de cette deuxième étape. On nous a dit par exemple que le préambule de la charte des droits devait être abordé au cours de cette étape, tout comme les droits sous-marins, la compétence en matière de pêches et d'autres questions. Cependant, considérons un moment l'atmosphère dans laquelle les parties vont entreprendre cette deuxième étape. Si on est réaliste, on doit reconnaître que cette atmosphère n'est pas de nature à assurer le succès de la deuxième ou de la troisième étape de l'étude de la constitution. Le gouvernement va négocier avec dix premiers ministres provinciaux, dont huit s'entendent pour dire que le procédé est pour le moins illégitime et que le gouvernement a violé le pacte confédératif avec sa charte des droits et sa formule d'amendement qui s'ingèrent dans des domaines de compétence provinciale et qui visent à réduire les législatures provinciales au rang de simples conseils municipaux. Une atmosphère de ce genre n'est pas de nature à favoriser un accord sur quoi que ce soit. Pour ce motif, il n'y aura pas de deuxième étape encore pour un bon moment; c'est une tragédie.

Je pourrais parler de la charte des droits. Un certain nombre de mes collègues ont parlé avec beaucoup de compassion du droit le plus important et le plus fondamental de tous, soit le droit à la vie, et de l'effet que la charte des droits pourra avoir sur la question de l'avortement. Ce qui va probablement se

produire, c'est que la question de l'avortement va probablement être tranchée à la lumière froide, dure et cruelle d'une interprétation du libellé exact de la loi, sans tenir compte de ses dimensions humaines et des pressions sociales du moment.

Quelqu'un a déclaré au comité que la loi comporte deux parties. Il y a d'abord le squelette de la loi que la convention et la pratique revêtent de chair et de sang. La chair et le sang ne devraient pas tomber sous le coup des dispositions du Code pénal, mais constituer un élément majeur d'une mesure législative appropriée.

Le droit à la propriété est fondamental au sein de toute société libre et démocratique. On nous l'avait promis au comité, puis on nous l'a retiré. Je pourrais parler abondamment du droit à la propriété et de ce qu'il signifie. Je sais ce que ressentirait le petit-fils d'un immigrant de la Saskatchewan si son grand-père était venu au Canada chercher de la terre et la liberté que la terre apporte, s'il avait défriché cette terre de ses mains nues, et s'il possédait un quart de section ou quoi que ce soit. Comment expliquer à cet homme que sa constitution lui refuse ou ne lui reconnaît pas le droit à la jouissance de biens?

M. Blaikie: Vous en avez tant et plus.

M. McGrath: J'ai entendu l'interpellation du député. Il vaut la peine de signaler que l'opposition au droit à la propriété est venue de la Saskatchewan qui a fait inscrire ce même droit dans sa propre charte des droits.

Des voix: Bravo!

M. McGrath: N'est-ce pas en plein ce qu'on appelle «faire deux poids, deux mesures»? Mes chers collègues socialistes trouvent que la vérité choque.

Je pourrais parler de la réorientation de la charte. Le député d'Hochelaga-Maisonneuve a dit: «Comment obtiendrez-vous le consentement des provinces si vous modifiez l'orientation de la charte?» Si nous acceptions d'orienter la charte autrement nous créerions un meilleur climat de collaboration dans le pays, parce que, ce faisant, nous reconnaitrions ce que les provinces ont fait valoir, c'est-à-dire que selon l'équilibre des forces de notre fédération, il existe deux juridictions au Canada et que nous devons respecter chacune d'elles. Cette façon de procéder unilatéralement et de constitutionnaliser la charte empiète sur le droit des provinces à la protection de leur compétence, protection qui, à mon avis leur est accordée aux termes des dispositions de la constitution.

Le député d'Hochelaga-Maisonneuve a aussi parlé de l'importance de la charte des droits pour la protection des droits de la personne et des libertés fondamentales. Je suis absolument convaincu du contraire. Je dis à mon cher collègue que la constitutionnalisation d'une charte des droits ne protégera pas en elle-même les droits de la personne et les libertés fondamentales. Je lui en donne la preuve. Que dire des Américains d'origine japonaise qu'on a emprisonnés les premiers? De quelle façon la constitution des États-Unis et sa charte des droits les ont-elles protégés? Les Américains ont été les pre-